

## ET MAINTENANT, RECONSTRUIRE À GAUCHE



### « Réhabiliter la figure du travailleur en lutte »

Le philosophe **André Tosel** réagit dans les colonnes de l'Humanité-Dimanche du 2 avril 2015 après le scrutin départemental. Il analyse les raisons de la défaite de la gauche, et celles des difficultés du Front de gauche et du PCF à pouvoir émerger comme alternative crédible. Il propose des pistes pour une «réappropriation du pouvoir défini non comme domination, mais comme “ pouvoir de faire ”».

#### Après la défaite de la gauche, quel constat ?

L'immense mécontentement populaire s'est traduit tout à la fois par un consensus plus ou moins raisonné donné au capitalisme néolibéral et par l'espoir vague en une relève sociale et nationale, implicitement xénophobe, opérée par le Front national dont les liens avec le néolibéralisme n'ont pas été perçus. Ceci prouve une fois de plus qu'entre mécontentement populaire et expression politique se situe une gamme de réponses qui ne favorise pas mécaniquement les forces politiques qui se réclament de la transformation sociale et de l'égalité. L'autre constat est la défaite, qui n'est pas un désastre, du Parti socialiste: sa direction

verra là un encouragement à poursuivre le tournant néolibéral d'une politique qui continue celle de Sarkozy et se justifie par « la force des choses » et l'invocation d'une « gauche moderne». « L'autre gauche » – PG, PCF, Front de gauche – se maintient dans le système politique mais stagne à ses marges. S'il est vrai que les médias accréditent frauduleusement l'idée d'un tripartisme – UMP, PS, FN – pour marginaliser davantage la seule expression de la gauche, le tripartisme réunit cependant les partis acquis à la contre-révolution néolibérale.

**« LES CLASSES POPULAIRES ESTIMENT DE FAIT NE PLUS ÊTRE REPRÉSENTÉES ORGANIQUEMENT. »**

Toutefois, rien n'est stabilisé, tant sont poreuses les frontières entre la droite qui se déclare républicaine et le FN qui se veut désormais lui aussi « républicain ». Tant que ne se dessinera pas une perspective de transformations sociales inscrite dans le sens anticapitaliste de l'égalité et de la solidarité internationaliste, le jeu à trois trouvera un équilibre et sera la figure actualisée de la contre-révolution néolibérale. Le fond commun de ce jeu est ce que l'on peut nommer un ethno-néolibéralisme qui accentuera selon les conjonctures l'ethnicisme identitaire, nationaliste et xénophobe, ou le pseudo-universalisme néolibéral du tout-marché. Le ciment de ces deux âmes peut se trouver dans un usage biaisé d'un pseudorépublicanisme laïque, antiterroriste et autoritaire.

### **Le Front de gauche et le PCF semblent ne pas parvenir à s'imposer. Quels sont les obstacles ?**

L'absence de force d'attraction du FG et du PCF est inquiétante. Ces forces politiques ne parviennent pas à interpréter et traduire les nombreuses résistances à la politique néolibérale qui se manifestent un peu partout et demeurent surtout critiques pour l'instant. Il s'agit avant tout d'empêcher la casse industrielle, de s'opposer à la révision à la baisse des services publics, à la dévastation des équilibres écologiques, de lutter contre le chômage et la production d'hommes superflus. Il s'agit aussi, et c'est plus constructif, de pratiquer diverses formes de solidarité minimale, d'inventer des modes d'économie sociale (coopérative), de maintenir une vie décente dans les banlieues dégradées et de soutenir les jeunes à la dérive. Tout ceci pourrait servir de base pour l'institution d'une alternative réellement positive. Or, celle-ci manque. Les classes populaires estiment de fait ne plus être représentées organiquement et, pour certains éléments d'entre elles, elles

cherchent des issues imaginaires: elles donnent libre cours à un ressentiment qui se transforme en punition électorale à l'encontre de l'imposture perpétrée par une majorité gouvernante qui les déçoit, les abandonne et les méprise.

Cette crise de crédibilité est, certes, le fruit amer de transformations sociales et anthropologiques que les directions des forces de la gauche qui se dit radicale et qui devait représenter le monde du travail et des couches subalternes (au sens de Gramsci) n'ont pas su analyser en temps et encore moins infléchir productivement alors qu'un travail de connaissance considérable s'est développé ces dernières années. Le problème réel est désormais celui de la constitution d'un mouvement populaire transformateur pluriel qui doit identifier et produire les éléments communs pouvant unir ses composantes, sans les dissoudre a priori dans un seul parti. Quelles notions communes pour décliner ensemble, dans le monde du travail et du non-travail, des stratégies actives ? C'est en ce sens que j'avais proposé un moratoire sur l'emploi du mot « gauche », qui est actuellement imprononçable, et d'avoir le courage de prononcer à nouveau le mot « communisme », qui n'a pas épuisé sa puissance malgré les démentis cruels de son histoire. Il s'agit de combattre la politique actuelle conduite par le PS, dont on peut espérer qu'il finira bien par finir et par laisser peut-être la place à une organisation un peu plus décente. Les militants et électeurs socialistes qui se reconnaissent dans cette exigence d'un mouvement populaire transformateur en sont, bien entendu, des acteurs de droit. Nous n'avons pas néanmoins à préjuger de cette évolution du PS et à nous déterminer par rapport à elle.

Le second obstacle concerne les pratiques du Front de gauche et du PCF au-delà de l'usure de la formule frontiste. La perte des liens avec le mouvement populaire et le monde du travail n'a pu être compensée par l'activité électorale. L'établissement de

ces liens avec une société profondément ébranlée et fragmentée par les modifications du capitalisme est bien une priorité. Il commande l'élaboration de tout programme qui ne peut être effectuée par des directions séparées mais doit naître des aspirations et des expériences en première personne de ces masses.

Celles-ci ont en quelque sorte à se confronter à leur pluralité interne et à établir des priorités dans les luttes qui comme telles sont aussi à confronter à tous les niveaux du processus de formation d'un vouloir commun. Plus profondément, est à l'ordre du jour une conquête du sens commun des subalternes pris en leur diversité. La référence globale aux « gens » est extraordinairement pauvre et appauvrissante; elle aboutit à une représentation passive et passivisante des classes travailleuses. Loin d'être considérées comme des acteurs politiques en première personne, comme un « nous », elles sont de fait considérées comme un corps collectif indéterminé, un corps souffrant fait de victimes, de malheureux en attente de redistribution plus large et plus juste de biens et d'argent, de consommateurs frustrés de services et de biens, de destinataires passifs de soins sociaux.

Le discours de la citoyenneté générale n'a pas été davantage opératoire, faute d'avoir été connecté avec la position ou la non-position des acteurs dans le travail, dans la production de leur existence, faute d'avoir articulé au conflit social la remise en cause de la manipulation des conflits identitaires dont le fondement légitime n'a pas été davantage éclairé théoriquement et assuré pratiquement. C'est la conversion du conflit social en simple conflit identitaire qui a pu s'imposer, et c'est par cette brèche que s'est engouffrée la démagogie du FN, qui a pu paraître poser les questions que « la gauche de la gauche » posait mal ou peu. Seule une bataille forte pour l'hégémonie culturelle articulée aux luttes de la quotidienneté peut faire reculer le consentement par défaut donné aux

propositions néolibérales, endiguer la contamination des esprits et des pratiques par le racisme induit par des difficultés d'existence. C'est une lutte contre l'accoutumance à la violence et aux états de guerre intérieure et extérieure qui n'a pu être menée. S'il est nécessaire de penser global à l'époque de l'hégémonie monstrueuse du capitalisme financiarisé et de ses formes impérialistes géopolitiques, il faut agir local et global, et cela à tous les niveaux, de la ville aux entreprises, des régions aux nations et ces nouvelles entités transnationales du type Union européenne qui ont déplacé le cadre des luttes, demeuré jusqu'ici prioritairement national aussi bien pour le mouvement ouvrier que pour les mouvements anticolonialistes de libération nationale.

### **Quel projet politique pour convaincre ?**

Tout projet politique doit s'articuler à la critique de ces deux éléments du sens commun populaire qui devient de leur but transformateur immanent les premiers éléments réellement émancipateurs. Il ne peut déboucher que sur la réhabilitation de la figure du travailleur en lutte pour la réappropriation du pouvoir défini non comme domination, mais comme « pouvoir de faire ». Le projet a pour horizon une praxis, celle qui a pour objectif de « faire du peuple » à partir de la pluralité des forces individuelles ou collectives maintenues dans la subalternité en mettant à l'ordre du jour la suppression des conditions qui rendent leur vie intolérable et injustifiable. Sans entrer dans les détails, on peut placer ce projet sous la bannière du commun et de la réappropriation en commun des forces capables de se mettre elles-mêmes consciemment en commun. Le commun, ce n'est pas un Bien commun pensé a priori comme une chose qui est supposée réconcilier les exploités et les exploités, les dirigeants et les dirigés, les manipulateurs et les manipulés. Le projet ne peut être qu'un projet actif de

réappropriation en commun de ce pouvoir commun de faire et d'agir à tous les niveaux. Là se joue la lutte concrètement anticapitaliste et elle ne se cherche pas une fuite dans un radicalisme verbal. Elle se veut réaliste et multiple. Qu'il s'agisse des conditions et des formes du travail en entreprise, de défense de l'emploi et de redéfinition de la place du travail dans l'activité humaine, des modalités et du contrôle de la consommation, des partages à consentir, de la production et de l'usage des connaissances, du rapport nouveau à établir avec la nature et dans la nature, il s'agit de définir en commun, aux divers niveaux du commun, ce qui est de l'ordre des biens communs et qui ne saurait être approprié privativement par les classes propriétaires devenues des mafias de nouveaux rentiers rapaces.

Cet ordre du commun qui est celui de l'inappropriable non marchandisable anticipe à sa manière ce qui pourrait être une figuration enfin réaliste du projet communiste. Si le projet doit contenir le programme spécifiquement politique d'une nouvelle Constitution, celle d'une VI<sup>e</sup> République éliminant le présidentialisme monarchique actuel et évitant la domination de partis oligarchiques, la démocratie renouvelée ne tient pas lieu de ce qui doit relever d'une praxis

d'institution en commun, de ce qui est reconnu comme commun et connu comme des communs. Le problème est alors de déterminer quels sont les niveaux spatiaux multiples où se constitue le commun. On retrouve ici la question de la gradation qui va du local au global. Il faut remettre en question la dictature néolibérale qu'exerce l'Union européenne par l'imposition de critères qui font loi en matière de déficit budgétaire et de dette publique. Il faut reformer l'État nation actuel, qui est le relais de l'Union européenne en ce qu'il organise la mise sous tutelle de ses fonctions sociales pour mieux contribuer à l'exploitation des masses populaires au nom de la concurrence inter-capitaliste. On ne pourra pas longtemps éviter la question de savoir si et comment le niveau de l'Union européenne peut être considéré comme susceptible de constituer un commun par et pour les forces populaires organisées en nations destituées de leur ancienne et équivoque fonction intégratrice.

**« LE PROJET NE PEUT ÊTRE QU'UN PROJET ACTIF DE RÉAPPROPRIATION EN COMMUN DE CE POUVOIR COMMUN DE FAIRE ET D'AGIR À TOUS LES NIVEAUX. » ANDRÉ TOSEL**

*Le dernier livre paru d'André Tosel: « Nous, citoyens laïques et fraternels ? »  
éditions Kimé, 270 pages, 26 euros.*